



PDC du Valais romand  
Rue des Cèdres 15, Immeuble Mirval B  
1950 Sion  
027 322 15 37

Questions	à envoyer à sas@admin.vs.ch	
Commentaires généraux		
<p>1. Le chapitre sur les dispositions générales a été complété par l'introduction d'articles sur les principes (art. 3), définitions (art. 4) et prestations (art. 5) ainsi que l'ajout d'un article permettant l'élaboration d'un rapport sur la situation sociale une fois par législature (art. 6). Êtes-vous favorable à ces modifications ?</p> <p><input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Plutôt oui <input type="checkbox"/> Plutôt non <input type="checkbox"/> Non</p>	<p>Oui</p> <p>Concernant l'Art.2, al.3 de l'AP-LIAS : celui-ci exclut l'applicabilité d'un règlement du Conseil d'état ou d'une directive d'un département : le pouvoir d'appréciation cantonal est-il par conséquent restreint ? peut-on en déduire qu'il n'aura plus la compétence d'édicter des mesures spécifiques par voie réglementaire et pouvant être justifiées par des situations concrètes spécifiques au canton ?</p> <p>Concernant l'Art.4, al.1 de l'AP-LIAS : L'aide sociale vise - dans l'esprit de la loi - à faciliter l'autonomie de la personne et son intégration. En ce sens, dans la définition de « personne dans le besoin », il est nécessaire de préciser que la personne dans le besoin peut le devenir non seulement en raison de difficultés sociales, mais d'abord en raison de difficultés financières, par ex. à la suite d'un divorce, ou de problème(s) de santé grave, ou de difficultés à retrouver un emploi sur un marché du travail de plus en plus compétitif et en particulier pour les cinquantenaires et les femmes qui sont plus vulnérables et susceptibles de se retrouver en situation de précarité financière et donc de précarité sociale. En lieu et place de « difficultés sociales » nous proposons « difficultés de vie » si ce terme peut suffisamment référer à la notion de difficultés sociales, financières, de santé, de dépendance, d'intégration, de troubles, etc...</p> <p>L'art.4 al.1 devrait stipuler comme suit : « /.../ lorsqu'elle éprouve des difficultés de vie ou lorsqu'elle ne peut subvenir à ... /.../ ». Ou alors préciser dans l'ordonnance d'application de la LIAS la notion de « difficultés sociales » au sens large.</p> <p>+D4</p>	
<p>2. Le chapitre sur l'organisation de l'aide sociale a été revu et des articles concernant les centres médico-sociaux (art. 8), l'organisation faîtière des CMS (art. 9) ainsi que le Service de l'action sociale (art. 12) ont été introduits. Êtes-vous favorable à la nouvelle organisation de l'aide sociale ?</p> <p><input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Plutôt oui <input type="checkbox"/> Plutôt non <input type="checkbox"/> Non</p>	<p>Plutôt oui</p> <p>Concernant l'art.8, al.1, let. i : l'annonce par les CMS au service en charge de l'action sociale des cas dans lesquels ils soupçonnent une obtention illicite de l'aide sociale, est-elle accompagnée de la possibilité (ou de l'obligation) d'informer en même temps la personne visée qu'elle est soupçonnée d'obtenir l'aide sociale indûment ? Et ainsi : d'une part, lui laisser la possibilité de renoncer à la perception indue d'aide sociale de plein gré en remboursant les sommes perçues , et, d'autre part, dans ce cas de figure, éviter des frais liés à une future enquête si la personne soupçonnée de percevoir de l'aide sociale sans y avoir droit, renonce à l'illicéité et rembourser ce qu'elle a perçu de manière indue. De manière générale, nous estimons que le droit à l'information sur tout acte ou action entreprise par une autorité à l'encontre d'un individu, devrait être respecté, dans l'esprit de l'état de droit. En revanche, il est utile de disposer des avis et de l'expérience des autorités en matière de fraude à l'aide sociale pour savoir si effectivement les personnes qui ont perçu l'aide sociale indûment collaborent lorsqu'ils sont fautifs. Le canton a-t-il communiqué les cas type et les chiffres de l'aide sociale perçue frauduleusement ?</p> <p>Cette remarque vaut pour les art.33 et 34 nouveaux de l'AP-LIAS (obligation de collaborer et obligation de renseigner) dans le processus de prise de décision d'annonce de soupçon d'obtention illicite d'aide sociale, et de démarrage d'inspection spécialisée. En effet, si l'obligation de collaborer et de renseigner incombant au bénéficiaire de l'aide n'ont pas été observées par celui-ci/celle-ci, les démarches de suspicion de fraude à l'aide sociale acquièrent de plein droit leur bien-fondé légal.</p>	

<p>3. Un nouveau chapitre a été introduit afin de préciser la compétence à raison du lieu. Êtes-vous favorable à l'ajout de ces dispositions ?</p> <p><input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Plutôt oui <input type="checkbox"/> Plutôt non <input type="checkbox"/> Non</p>	<p>oui</p> <p>Concernant l'art.17, al.2 : il convient de définir quelles sont les catégories de personnes susceptibles d'être visées par l'obligation de déménager dans l'objectif de réduire le besoin d'aide. Si ce sont les jeunes et les personnes au-delà de 50 ans dont l'employabilité est plus difficile, il convient de se poser la question si l'obligation de déménager n'entraînerait pas une nouvelle situation de besoin d'assistance et d'aide sociale dans un autre lieu ou dans un autre canton. De manière générale, ce n'est pas l'obligation de déménager en soi qui pourrait être problématique, mais les catégories de personnes qui tomberaient sous le coup de cette disposition. (En effet, il n'y a pas de risque de recours - après épuisement des voies de recours nationales - car la CrEDH a estimé dans sa jurisprudence qu'elle n'est pas tenue d'examiner les législations et politiques nationales combien même elles auraient une incidence sur le logement d'une certaine catégorie de personnes (si une violation du droit à la vie privée et familiale devait être invoquée au titre de l'art.8, CEDH : en rapport par exemple avec la privation de domicile et en vertu du droit d'occuper un domicile). Comme la CrEDH déclare irrecevable un grief relatif au retrait d'une aide au logement, d'autant plus pour les personnes étrangères ou en situation irrégulière relevant du droit de l'asile). Donc, ce sont les catégories de personnes qu'il convient de cerner pour éviter que cette disposition de l'art.17 ne porte préjudice à l'employabilité des jeunes et des cinquantenaires (ce point sur l'employabilité est un des points du programme du PDC Vr en matière sociale).</p>
<p>4. Le chapitre 4 regroupe les différents instruments du dispositif d'aide sociale, à savoir notamment le contrat d'insertion (art. 18), la collaboration (art. 19), le médecin conseil et médecin-dentiste conseil (art. 20), les inspecteurs spécialisés (art. 21) et le système de gestion électronique des données (art. 22). Êtes-vous favorable à la mention et à l'introduction de ces instruments ?</p> <p><input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Plutôt oui <input type="checkbox"/> Plutôt non <input type="checkbox"/> Non</p>	<p>Plutôt oui</p> <p>Sous réserve de clarifier le contenu et champ d'application de l'art.21 : en effet, il convient de définir la notion de « prévention » d'obtention illicite de l'aide sociale donnant lieu à un mandat aux inspecteurs spécialisés. Quels seront les critères applicables pour déterminer qu'une action des inspecteurs spécialisés vise à prévenir l'obtention illicite d'aide sociale ? D'autre part, il convient de préciser quel organe (judiciaire ou administratif) est chargé du contrôle de conformité, de nécessité et de proportionnalité des mesures décidées au titre de l'examen des allégations d'obtention illicite d'aide sociale. Remarque concernant l'art.21 : celle de savoir si le rôle des inspecteurs spécialisés a réellement sa place au titre des instruments du dispositif d'aide sociale. En effet, le mandat d'inspection tel que défini à l'art. 67 nouveau de l'AP-LIAS, a pour objectif d'établir les faits de perception illicite d'aide sociale, donc d'établir une fraude ou infraction à la loi. En ce sens, l'enquête des inspecteurs spécialisés n'est pas un instrument d'aide sociale mais un instrument permettant de démontrer l'illicéité de l'obtention de l'aide afin de punir la fraude ou la perception indue de l'aide. Par conséquent, il me semble plus adéquat que l'art.21 trouve sa place sous le chapitre 10 portant sur le mandat d'inspection.</p>

<p>5. Êtes-vous favorable à l'ajout des deux nouveaux chapitres concernant la prévention sociale et l'aide personnelle (non financière) ?</p> <p><input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Plutôt oui <input type="checkbox"/> Plutôt non <input type="checkbox"/> Non</p>	<p>Oui</p> <p>Remarque générale sur le chapitre portant sur la prévention sociale :</p> <p>Les mesures visées à l'art.24, al.1 peuvent être développées (ordonnance d'application de la loi ou interprétation des dispositions, etc.) dans le sens de : commande d'études et/ou d'analyses sur les causes de précarité et d'exclusion sociale proposant des projets concrets, en collaboration interinstitutionnelle, ayant vocation à en atténuer les effets. Ces études/analyses peuvent par ailleurs être utiles au rapport sur la situation sociale cantonale, rapport au sens de l'art.6 nouveau de l'AP-LIAS.</p> <p>Concernant l'art.24, al.3 : les projets visés à l'al.3 peuvent inclure des projets ou programmes dans le cadre de partenariats publics-privés, ou des projets ou programmes menés ou soutenus par des organisations de la société civile valaisanne comme par ex. des associations ou fondations subventionnées en partie par le canton et ayant pour mission de venir en aide aux personnes susceptibles d'être touchées par la précarité et l'exclusion sociale, dans l'objectif de prévenir cet état.</p> <p>Remarque générale sur le chapitre portant sur l'aide personnelle :</p> <p>L'objectif de l'art.25 vise la prévention du recours à l'aide matérielle par des activités d'encadrement, d'information, de soutien et de conseil dispensées par nombre d'acteurs y compris des prestataires publics-privés. En ce sens, il est indispensable que les CMS et les autres acteurs impliqués dans l'aide personnelle disposent des compétences d'encadrement et de conseil nécessaires pour que l'aide immatérielle – qui prime sur l'aide personnelle et financière – puisse atteindre l'objectif fixé par la loi, à savoir favoriser l'autonomie de la personne dans le besoin.</p>
<p>6. Êtes-vous favorable au renforcement des mesures d'insertion socio-professionnelle et au transfert de compétence décisionnelle à l'Etat dans ce domaine ?</p> <p><input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Plutôt oui <input type="checkbox"/> Plutôt non <input type="checkbox"/> Non</p>	<p>oui</p> <p>Sur les mesures d'insertion socio-professionnelle : les modalités de mise en œuvre de la loi devraient expliciter le processus d'application des mesures de manière à éviter des défaillances du système, notamment entre le moment d'activation de la mesure d'insertion et celui de bénéfice de l'aide matérielle, en particulier lorsque les mesures d'insertion socio-professionnelle s'appliqueraient à des personnes qui ne sont pas encore au bénéfice de l'aide matérielle, et donc qui ne sont pas encore prises en charge par le CMS et SAS mais auraient vocation à le devenir.</p> <p>Sur le transfert de compétence décisionnelle au SAS dans ce domaine: le département devrait prendre en compte l'avis de la commune et du CMS dans la prise de décision, afin que celle-ci ait dûment pris en considération les besoins spécifiques des cas individuels visés par une mesure d'insertion.</p>
<p>7. Êtes-vous favorable à la nouvelle mouture du chapitre concernant l'aide matérielle, en particulier les mentions d'aide ordinaire, aide réduite et aide d'urgence et à leur contenu ?</p> <p><input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Plutôt oui <input type="checkbox"/> Plutôt non <input type="checkbox"/> Non</p>	<p>oui</p> <p>Sur la nouvelle mouture de l'aide matérielle : Le contenu détaillé et les modalités d'octroi des divers types d'aide matérielle sont définis par le Conseil d'Etat, la loi ne mentionne qu'une définition générale de l'aide ordinaire, réduite et d'urgence. Il n'y a pas de définition de l'aide d'appoint, celle-ci étant également renvoyée au Conseil d'Etat pour détails. En ce sens, il faut veiller à ce que le Conseil d'Etat édicte les détails et les modalités de manière objective en prenant en compte les réalités et les recommandations des services d'état et des prestataires de services impliqués dans le domaine de l'aide sociale.</p>

<p>8. Êtes-vous favorable à la réduction, voire la suppression, de l'aide en cas de dessaisissement de fortune (art. 32) ?</p> <p><input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Plutôt oui <input type="checkbox"/> Plutôt non <input type="checkbox"/> Non</p>	<p>Plutôt oui</p> <p>mais: le dessaisissement de fortune, s'il est intégré dans le calcul des revenus en tant que revenu hypothétique, aura pour effet d'augmenter le seuil au-delà duquel la personne requérant l'aide sociale ne peut s'en prévaloir. Cette situation peut s'avérer préjudiciable aux personnes âgées ou vivant seules ou dont l'employabilité est difficile. A l'instar de la jurisprudence du TF estimant qu'on « ne peut pas procéder à un calcul par analogie aux PC pour savoir s'il y a lieu ou pas d'accorder l'aide sociale en cas de dessaisissement de fortune en faveur des enfants » et en l'absence d'abus de droit, il convient – pour respecter le principe de subsidiarité dans l'octroi de l'aide sociale – de ne pas envisager de réduction, voire de réduction de l'aide en cas de dessaisissement de fortune, à condition qu'il s'agit de biens sis en Suisse (cette remarque en raison des cas de bénéficiaires de l'aide sociale en Suisse ayant (eu) des biens à l'étranger et ayant de la sorte abusé de l'aide sociale en possession de fortune à l'étranger permettant d'avoir les moyens financiers ne justifiant pas le besoin d'aide sociale).</p>
<p>9. Êtes-vous favorable au maintien du remboursement de l'aide sociale à l'exception du retour à meilleure fortune suite à la reprise d'une activité lucrative afin de notamment favoriser la réinsertion des bénéficiaires et les encourager à retrouver leur autonomie financière ?</p> <p><input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Plutôt oui <input type="checkbox"/> Plutôt non <input type="checkbox"/> Non</p>	<p>Plutôt oui</p> <p>L'aide sociale est en effet un dernier recours en cas de situation sociale et financière difficile, et dans la mesure où des mesures d'insertion socio-professionnelle sont désormais intégrées au dispositif de prévention de l'aide matérielle, il semble logique que le remboursement de l'aide sociale soit prévu dans les cas cités à l'art.55 nouveau de l'AP-LIAS.</p>
<p>10. L'avant-projet prévoit un délai de prescription de 10 ans pour le remboursement des prestations d'aide sociale, conformément aux délais du code des obligations (art. 56). Êtes-vous favorable à ce nouveau délai de prescription ?</p> <p><input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Plutôt oui <input type="checkbox"/> Plutôt non <input type="checkbox"/> Non</p>	<p>Plutôt non</p> <p>Apparemment lié au Code des Obligations. N'est-ce pas trop court ? Loi actuelle : 20 ans</p>
<p>11. Êtes-vous favorable aux nouvelles dispositions sur la protection des données et l'échange d'informations ?</p> <p><input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Plutôt oui <input type="checkbox"/> Plutôt non <input type="checkbox"/> Non</p>	<p>plutôt oui</p> <p>A condition que les garanties des droits et de procédure soient conformes à la Constitution fédérale et aux engagements juridiquement contraignants de la Confédération.</p> <p>La seule réserve que nous ayons est à propos de l'art.66, al.1 nouveau, où nous recommanderions la suppression de « et des profils de la personnalité » car le profilage des personnes semble ne pas avoir donné les résultats probants nécessaires, en particulier en matière de prévention et de répression pénale.</p>
<p>12. Êtes-vous favorable aux articles concernant les enquêtes sur l'obtention illicite des prestations d'aide sociale ?</p> <p><input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Plutôt oui <input type="checkbox"/> Plutôt non <input type="checkbox"/> Non</p>	<p>Plutôt oui</p> <p>Sous réserve des observations faites au début sur le caractère préventif de l'inspection (la prévention d'obtention illicite d'aide sociale doit être mieux définie et les critères la déterminant – explicités) ; sur l'absence de contrôle judiciaire et/ou administratif de l'activité d'inspection spécialisée (il devrait y avoir un contrôle de conformité de la légalité des mesures d'inspection et du mandat). Le droit d'être entendu de la personne suspectée devrait être garanti.</p>
<p>13. Êtes-vous favorable à l'introduction de dispositions pénales cantonales réprimant certaines infractions non couvertes par le droit fédéral ?</p> <p><input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Plutôt oui <input type="checkbox"/> Plutôt non <input type="checkbox"/> Non</p>	<p>Oui</p> <p>Important d'avoir des sanctions dissuasives.</p>

<p>14. La législation actuelle ne correspondant plus aux besoins, les articles relatifs au financement des organisations à caractère social ont été complètement repensés sur la base de la pratique en vigueur. Êtes-vous favorable aux modifications apportées aux articles liés aux organisations à caractère social ?</p> <p><input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Plutôt oui <input type="checkbox"/> Plutôt non <input type="checkbox"/> Non</p>	<p>Oui</p> <p>Le budget de l’Etat doit ainsi expressément prévoir des enveloppes destinées à subventionner ces organisations selon les dispositions légales.</p>
<p>15. Êtes-vous favorable aux modifications apportées aux articles concernant la répartition des frais entre l’Etat et les communes ?</p> <p><input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Plutôt oui <input type="checkbox"/> Plutôt non <input type="checkbox"/> Non</p>	<p>Plutôt oui</p>
<p>16. Autres observations, remarques ou propositions :</p>	<p>-</p>